

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 14/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

RENNES MÉTROPOLE

Avenue Charles et Raymonde Tillon
35000 RENNES

Références : UD35/2022-576
Code AIOT : 0005501504

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2022 dans l'établissement VALOREIZH implanté Avenue Charles Tillon 35000 RENNES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée pendant la phase chantier de restructuration de l'usine de valorisation énergétique de Villejean.

Ainsi, seules des dispositions de l'annexe 2 de l'arrêté complémentaire du 15 octobre 2021 ont été vérifiées

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RENNES MÉTROPOLE
- Avenue Charles Tillon 35000 RENNES
- Code AIOT : 0005501504
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est dédié à la valorisation énergétique des ordures ménagères et déchets encombrants provenant, pour l'essentiel de Rennes Métropole.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Nuisances
- Protection des zones à enjeux environnementaux
- Gestion des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Traçabilité d'évacuation des déchets	Arrêté Préfectoral du 15/10/2021, article Annexe 2Pt 2.7	/	Sans objet
9	Espèces invasives	Arrêté Préfectoral du 15/10/2021, article Annexe 2Pt 7.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Date de fin de travaux	Arrêté Préfectoral du 15/10/2021, article Annexe 2Pt 1	/	Sans objet
2	Information des tiers	Arrêté Préfectoral du 15/10/2021, article Annexe 2Pt 2.3	/	Sans objet
3	Accès au site	Arrêté Préfectoral du 15/10/2021, article Annexe 2Pt 2.6	/	Sans objet
4	Surveillance du site	Arrêté Préfectoral du 15/10/2021, article Annexe 2Pt 2.7	/	Sans objet
5	Eaux de lavage des équipements	Arrêté Préfectoral du 15/10/2021, article Annexe 2Pt 5.2	/	Sans objet
6	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 15/10/2021, article Annexe 2Pt 5.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Zones à enjeux environnementaux	Arrêté Préfectoral du 15/10/2021, article Annexe 2Pt 7.4	/	Sans objet
10	Abattage d'arbres	Arrêté Préfectoral du 15/10/2021, article Annexe 2Pt 2.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater une bonne progression du chantier, dans le respect des objectifs de protection de l'environnement fixés par l'arrêté préfectorale complémentaire pour cette phase.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Date de fin de travaux [Pour mémoire]

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2021, article Annexe 2Pt 1
Thème(s) : Situation administrative, Phase travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant informe le préfet, au moins une semaine à l'avance, des dates retenues pour : [...] - la fin des travaux, c'est-à-dire à partir du début des essais préalables à la mise en service
Constats : L'exploitant ne fait pas état de retard de travaux significatif. Des difficultés au début du chantier font que la date prévisionnelle de redémarrage des installation serait plutôt janvier 2024 que mi-décembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Information des tiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2021, article Annexe 2Pt 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Phase travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une information destinée aux tiers est réalisée par voie d'affichage à l'entrée du site mentionnant la réalisation des travaux de restructuration, leur durée prévisionnelle et les coordonnées de l'exploitant auxquelles s'adresser en cas de nuisance.
Constats : En plus des panneaux, l'exploitant communique sur l'actualité du chantier via le site dédié à l'unité de valorisation énergétique. Les observations peuvent être remontées au médiateur de chantier. Enfin, une commission de suivi a également été instituée par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2021, article Annexe 2Pt 2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Phase travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement est entouré d'une clôture. Son accès est contrôlé.
Constats : La présence du contrôle de l'accès au chantier a été constatée. Seules les personnes habilités y ont accès (badges).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2021, article Annexe 2Pt 2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Phase travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une surveillance du site est réalisée en permanence, éventuellement par des moyens de télésurveillance, par une personne pouvant alerter rapidement les services de secours. Les accès permettent aux services de secours d'intervenir rapidement sur le site et sont maintenus libres.
Constats : Des moyens de télésurveillance sont en place. Les accès pour les service de secours sont praticables. Lors de la remise en fonctionnement des premiers équipements, une présence humaine h24 sera assurée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eaux de lavage des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2021, article Annexe 2Pt 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Phase travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux de lavage des équipements sont collectées et traitées comme des déchets.
Constats : Le passage du département en crise sécheresse a interdit le lavage des engins. L'ensemble des eaux collectées sur le site sont recueillies : d'une part en fosse et, d'autre part, dans le réseau pluvial maintenu fermé (vanne). Des analyses sont réalisées et ce n'est que si les caractéristiques sont compatibles avec les valeurs maximales fixées dans la convention de rejet que les eaux pluviales et les eaux de fosse sont rejetées au réseau. Les résultats d'analyse présentés par l'exploitant sont satisfaisants.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2021, article Annexe 2Pt 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Phase travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les stockages de carburant sont limités au maximum aux besoins des engins de chantier et dans la mesure du possible réduits à 3 cuves de 1 000 litres. Tout stockage de liquide susceptible de générer une pollution est doté d'une rétention (bac de rétention, double enveloppe, ..). L'exploitant dispose d'équipements et de procédures permettant une action rapide en cas de déversement de produit polluant permettant sa récupération et son évacuation.
Constats : Le stockage de carburant sur site est réalisé via des cuves double-peau de 1000 L équipées de pistolet. Des produits absorbants sont à disposition sur site. L'exploitant signale qu'une cuve d'huile a été accidentellement renversée, ce qui a nécessité l'évacuation des terres polluées. > L'exploitant précisera les circonstances de l'incident et les mesures prises pour tenir compte du retour d'expérience.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Traçabilité d'évacuation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2021, article Annexe 2Pt 2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Phase travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition des installations classées les justificatifs d'évacuation et d'élimination des déchets.
Constats : Un premier registre des déchets a été mis en place lors du démantèlement des anciens équipements. Un autre registre est maintenant utilisé pour les opérations de génie civil. Les modalités de tri en vigueur sur le chantier identifient les principaux flux suivants : - ferrailles - bois - dangereux - gravats - résiduels Elles sont portées à la connaissance des compagnons lors de l'accueil chantier sécurité et environnement. Le responsable environnement procède quotidiennement à un examen du contenu des bennes. Les déchets sont collectés dans des bennes mises à dispositions. C'est l'opérateur qui réalise l'enlèvement, le pesage et l'envoi vers les filières adaptées qui initie les bordereaux. Jusqu'à présent, aucun refus de bennes n'a été relevé. Des requalifications de déchets ont toutefois été signalées. > L'exploitant indiquera le retour d'expérience tiré des requalifications de déchets en matière de consignes données sur le chantier ou de vérifications réalisées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Zones à enjeux environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2021, article Annexe 2Pt 7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Phase travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de circulation privilégie la circulation des engins sur les zones de moindres enjeux environnementaux. Les zones à forts enjeux environnementaux sont délimitées et physiquement protégées.
Constats : Ces zones ont été définies par l'exploitant. Le plan de circulation du chantier tien compte de l'emprise ultérieure de l'établissement. Les zones à plus fort enjeux sont protégées par une clôture ou un merlon.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Espèces invasives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2021, article Annexe 2Pt 7.5
Thème(s) : Risques chroniques, Phase travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une veille est réalisée pour identifier l'apparition d'espèces végétales invasives et engager des mesures d'élimination (sauf brûlage à l'air libre).
Constats : Les opérations d'apport de terres extérieures n'ont pas encore commencé sur le chantier. > L'exploitant indique les dispositions prises pour prévenir l'apparition d'espèces invasives lors des apports de terres extérieures.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 10 : Abattage d'arbres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2021, article Annexe 2Pt 2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Phase travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A minima, les préconisations suivantes devront être respectées pour l'abattage des arbres, tel que prévu dans le dossier de demande d'autorisation : <ul style="list-style-type: none">• pour les abattages, il convient de privilégier la période de non sensibilité vis-à-vis des chiroptères et de l'avifaune (septembre à octobre). Dans le cas contraire une visite de contrôle est réalisée par un expert chiroptérologue avant tout abattage ;• bilan replantation/abattage favorable à terme pour la biodiversité ;• replantation avec des essences locales ;• mise en défense des chênes préservés et protection du système racinaire.
Constats : Une procédure a été mise en place prévoyant un diagnostic de l'arbre et, le cas échéant, des opérations de sauvetage des animaux qu'il abrite avant abattage. Les arbres à abattre ont fait l'objet d'un diagnostic par l'élagueur et les services des espaces verts de Rennes Métropole. Aucun sauvetage n'a été nécessaire jusqu'à présent. Pour une quinzaine d'arbres abatus, il est prévu d'en replanter environ 80. Pour les arbres à conserver les plus exposés au chantier, un système de talus et de panneaux de bois permet de les protéger.
Type de suites proposées : Sans suite